

## DU BON USAGE DES CAGNOTTES



**Franck Portier**, directeur de recherche à l'Institut d'économie industrielle de Toulouse-I.

H. DE OLIVEIRA

Quinze milliards d'euros pour la chancelière allemande Angela Merkel, 3 milliards pour Dominique de Villepin, selon le ministre délégué au Budget, Jean-François Copé... Le temps des cagnottes fiscales semble revenu. Et avec lui la question de leur utilisation : rembourser la dette publique, augmenter les dépenses de l'Etat en redistribuant au profit des plus pauvres, réduire les impôts ? Les partis pris idéologiques orientent souvent le débat. Mais l'histoire enseigne qu'il y a de bonnes et de mauvaises façons de faire.

Si l'on prend en compte les vingt-trois principaux pays de l'OCDE – soit les pays du G7, le reste de l'Europe de l'Ouest excepté le Luxembourg, en raison de sa petite taille, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande – au cours des quarante dernières années, on recense environ 42 cas. En moyenne, un pays reçoit une cagnotte une fois tous les dix-sept ans. Ces années fastes pour les finances publiques le sont aussi pour la croissance. Les recettes des impôts directs sur les revenus et des impôts indirects sur les biens et services sont alors très abondantes.

Quelle a été la meilleure utilisation de ces rentrées fiscales imprévues ? Il apparaît que le succès en matière de réduction de la dette publique n'est pas lié à la taille de la cagnotte, mais au fait qu'elle ait été accompagnée

d'une baisse des dépenses plutôt que d'une réduction des impôts. En matière de relance de la croissance également, c'est la combinaison d'une cagnotte et d'une réduction des dépenses qui s'est révélée le plus souvent efficace.

Les enseignements de quarante années de cagnottes fiscales dans l'OCDE ne permettent pas de contredire la vision, assez orthodoxe, de la gestion des finances publiques selon laquelle, pour promouvoir la croissance et réduire l'endettement public, baisse des dépenses et désendettement instantané doivent être préférés à une réduction des impôts ou à une augmentation des dépenses quand la conjoncture budgétaire se fait plus favorable.

Mais avec des taux d'intérêt exceptionnellement bas, comme aujourd'hui (3,8 % à dix ans), l'Etat n'aurait-il pas intérêt, plutôt que de rembourser sa dette, à investir dans des projets qui pourraient rapporter davantage ? D'abord, avec ou sans cagnotte, rien n'empêche un gouvernement de redéployer ses dépenses vers des investissements socialement productifs. Ensuite, il est difficile pour un gouvernement d'expliquer qu'il vaut mieux faire courir la dette. Surtout, on n'observe pas que les pays qui, disposant d'une cagnotte, augmentent l'investissement public plutôt que de réduire la dette enregistrent ensuite de meilleures performances.

“Pour relancer la croissance et réduire la dette, la baisse des dépenses est souvent le plus efficace.”

## Le sursaut français n'est pas pour 2007

En France, les difficultés économiques et le désarroi moral débouchent souvent sur l'espoir d'un sursaut incarné dans une forte personnalité. Certains l'attendent des prochaines élections, mais ils risquent d'être déçus, car la poursuite du déclin reste l'hypothèse la plus probable.

Pourquoi ? Parce que la crise n'est pas encore assez grave pour être salvatrice. Et parce que la classe politique connaît les expédients qui permettent de reporter les sacrifices sur le dos des prochaines générations : hausse de la dette (privée et publique), subventions de l'emploi, bulle immobilière, boucs émissaires (BCE, pays émergents, « patrons voyous », Commission européenne...). La campagne électorale, hélas, le confirme.

Notre classe politique se caractérise aussi par la surreprésentation du secteur public et une faible ouverture internationale. Elle est donc peu portée sur l'innovation et sur l'expérimentation. Notre système institutionnel combine un régime monarchique anachronique avec une décentralisation anarchique, qui dilue les compétences et les responsabilités. Le succès politique du principe de précaution ou des « boucliers » social, sanitaire, monétaire, en témoigne et renforce une inculture économique largement partagée.

La mondialisation, le vieillissement, la concurrence fiscale européenne, l'innovation technologique, bref, les principaux vecteurs du changement économique n'ont pas encore fait sentir leurs effets. D'autant que, parallèlement, les élites économiques mondialisées se détachent de leur territoire à travers leur emploi, leur fortune ou les études des enfants. Et deviennent indifférents au destin du pays.

La France s'estime encore assez riche pour pouvoir s'offrir un déclin graduel, même s'il a déjà généré une profonde fragmentation de la société. L'individualisme, le corporatisme et le communautarisme risquent donc d'entretenir longtemps cet illusoire repli défensif.



**Par Jean-Pierre Petit**, directeur de la recherche économique à Exane BNP Paribas.